

Sujet de stage : Politiques publiques et agriculture biologique au Maroc – Projet IIABA (Innovations Institutionnelles pour l’Agriculture Biologique en Afrique)

Contexte :

L’essor de l’agriculture biologique certifiée en Afrique est un résultat de l’expansion du marché d’exportation, qui a augmenté de manière très importante, en réponse à la demande des consommateurs du Nord. Elle a donc concerné au départ des produits traditionnellement exportés, tels que le coton, le café ou le cacao. Parallèlement, les mouvements biologiques se sont professionnalisés au cours des vingt dernières années, les marchés d’exportation se sont diversifiés et des marchés locaux ont commencé à se développer. La production biologique et agroécologique est désormais de plus en plus reconnue comme un élément essentiel des stratégies africaines d’atténuation et d’adaptation au changement climatique, ainsi que pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d’une population en rapide croissance et urbanisation. Si l’on entend parfois dire que faute d’accès généralisé aux intrants chimiques de synthèse l’agriculture africaine est globalement biologique « par défaut », bien que moins diffusés que dans les pays les plus industrialisés, les produits chimiques le sont tout de même, et sont souvent utilisés de manière inappropriée et dangereuse. Le développement de l’agriculture biologique en Afrique est donc un enjeu majeur en matière de santé publique. Des mouvements nationaux d’agriculture biologique ont commencé à se structurer sur le continent et la prise de conscience commence au niveau politique, notamment au sein de l’Union Africaine, qui développe depuis 2011 un Programme pour l’Agriculture Ecologique et Biologique (<https://eoai-africa.org>).

Le projet IIABA dans lequel s’insère le stage se concentre sur trois pays, Maroc, Tanzanie et Ouganda, qui présentent des situations variées en termes de zones agroécologiques, nombre d’agriculteurs biologiques, surface de terres agricoles converties, de pression du changement climatique sur les ressources naturelles, dimension institutionnelles et organisationnelles, etc. Dans le projet IIABA, nous faisons l’hypothèse que pour que l’agriculture biologique change d’échelle et puisse se développer, les acteurs des systèmes alimentaires doivent s’engager non seulement dans les innovations *technologiques* (production, transformation), mais aussi dans les innovations *institutionnelles*. En l’occurrence le projet explore (i) la construction de marchés équitables et inclusifs, (ii) des formes alternatives de garantie de la qualité biologique (certification tierce *versus* certification participative), et (iii) les politiques publiques mises en place (politiques de soutien à l’agriculture biologique *versus* politiques incitant l’utilisation de moyens chimiques en agriculture).

Le stage proposé s’inscrit dans le volet du projet relatif aux politiques publiques (iii). Le défi de politique publique auquel sont actuellement confrontés les pays africains est de soutenir à la fois les marchés d’exportation et les marchés intérieurs pour les produits biologiques qui offrent des opportunités économiques aux producteurs, récompensent la conservation des écosystèmes et protègent la santé et la sécurité des consommateurs locaux. Au-delà des aspects strictement réglementaires, pour que l’agriculture biologique puisse se développer, les politiques publiques doivent à la fois soutenir le développement d’une variété de systèmes de production et de marchés dans ce domaine, tout en éliminant les différentes politiques (agricoles ou non) qui ont des effets désincitatifs.

Objectif et déroulement du stage : L’objectif du stage est (1) de décrire les grandes lignes du système politique et du cadre institutionnel marocains (principaux acteurs, programmes de politiques publiques et processus de décision) ; (2) d’identifier les principaux documents de

politiques agricoles, sanitaires et environnementales et de faire une première analyse de la place de l'agriculture biologique dans ces politiques.

De façon plus précise, nous attendons que l'étude permette d'éclairer les points suivants :

- 1- Quels sont les principaux acteurs qui prennent les décisions sur les politiques publiques concernées ? Quels sont les lieux de discussion des problématiques en lien avec l'agriculture biologique au sein de l'Etat ?
- 2- Quels sont les principaux interlocuteurs de l'Etat sur ces enjeux et sur ces politiques (profession agricole, firmes, organisations de la société civile, bailleurs, etc.) ?
- 3- Comment et dans quelle mesure l'agriculture biologique est-elle prise en compte dans ces politiques ? Avec quelle approche (export, marché domestique, etc.) ? Quels instruments spécifiques de soutien ? Quelles formes de désincitation ?
- 4- Comment se répartissent les compétences et les pouvoirs entre l'Etat et les collectivités territoriales sur ces thématiques ?

D'un point de vue méthodologique, est attendue :

- une analyse bibliographique des travaux académiques et de littérature grise sur les politiques publiques au Maroc
- la réalisation d'entretiens sur le terrain avec les principaux acteurs concernés (en virtuel si nécessaire)
- une démarche de synthèse qui permette d'identifier les principaux freins et leviers pour le développement de l'agriculture biologique au Maroc

Le mémoire sera rédigé en français mais une « synthèse » en anglais (10 pages environ) sera demandée.

Encadrement : Au CIRAD à Montpellier, le travail sera supervisé par Arlène ALPHA et Eve FOUILLEUX de l'UMR MoISA.

Lieu et durée du stage : Le stage dure 6 mois. En raison du Covid-19, le stagiaire ne pourra peut-être pas se rendre au Maroc et réalisera alors son stage à distance et dans les locaux de l'UMR MoISA à Montpellier en fonction de l'évolution des dispositions sanitaires.

Logistique : Le CIRAD assure une gratification mensuelle de 525€ environ. Un poste de travail et un espace de travail sera mis à la disposition du stagiaire à Montpellier.

Merci d'envoyer votre candidature avant le 1^{er} février 2022

arlene.alpha@cirad.fr

eve.fouilleux@cirad.fr